

SHORT NEWS

Aktion am Sonntag: „Onse Bus soll liewen“

Luc Frieden will sparen. Ein Dorn im Auge des nationalen Schuldenministers sind die leerfahrenden Busse über Land, die besonders an Wochenenden „mit CO₂-Ausstoß und Lohnkosten den nationalen Haushalt belasten“. Jetzt soll schnell gehandelt werden: Am kommenden Sonntag müssen deshalb alle BusfahrerInnen Fahrten, die nicht mindestens zwei MitfahrerInnen verbuchen konnten, systematisch erfassen und an das Finanzministerium melden. Um Nägel mit Köpfen zu machen, soll dann innerhalb eines Monats ein Sonderfahrplan erstellt werden, in dem die wenig frequentierten Fahrten einfach gestrichen werden. Frieden, dem das „Herumeiern“ seines Regierungskollegen Claude Wiseler zu lange dauert, will schnell handeln um der Kritik der Opposition, er würde nur über Schulden reden aber nichts unternehmen, entgegenzuwirken. Umweltverbände und die wiedererwachte „Aktioun Öffentlechen Transport“, die nur zufällig von dieser Aktion erfahren haben, fordern jetzt die Bevölkerung auf, am Sonntag ausgiebig in Dreiergruppen Bus zu fahren. Damit die TeilnehmerInnen möglichst den ganzen Sonntag in den Bussen verbringen und so viele Anschlussfahrten aneinander reihen können wie irgend möglich, werden MilitantInnen des Méco an den wichtigen Umsteige-Busbahnhöfen belegte Brötchen und Getränke zum Selbstkostenpreis bereit halten. Zum Abschluss findet dann ab 20 Uhr am Bahnhof Luxemburg eine „Bus-Party“ statt, bei der wertvolle Gewinne locken. Gekürt werden die TeilnehmerInnen, die am Sonntag die meisten Linienkilometer absolviert haben. Gewertet werden alle Fahrten ab 6 Uhr in der Frühe bis 19 Uhr abends.

Mais l'arbre va tomber

« Est-ce que d'autres mesures que l'abattage d'arbres pour augmenter la sécurité routière, ont été analysées? », demandent les députés verts Camille Gira et Henri Kox dans une question parlementaire au ministre du développement durable et des infrastructures, Claude Wiseler. Ce dernier envisageait selon la presse de procéder à l'abattage de nombreux arbres le long des tronçons suivants : Saeul-Brouch, Oetrang-Bous et dans la vallée de la Mamer pour renforcer la sécurité routière. Et ceci même si, selon le Statec, le pourcentage des accidents corporels du type de collision « contre un arbre » s'est réduit de 11,1 pour cent en 2000 à 7,6 pour cent en 2010. Le ministre souligne dans sa réponse que « l'abattage ponctuel d'arbres » n'est pas la seule mesure envisagée sur les tronçons analysés. Ainsi, des mesures comme le renforcement de la signalisation, la mise en place de protections d'obstacles par le renforcement des limitations de vitesse, l'amélioration de la collecte des eaux pluviales et les corrections des caractéristiques superficielles de la couche de roulement seraient prévus. Pour ce qui est de la sécurité des autres usagers de la route comme les cyclistes, le ministre prévoit l'abattage d'arbres ou encore un élagage des arbres le long des pistes cyclables à une hauteur maximale de 2,7 mètres. Même si le ministre souligne que « l'abattage d'arbres ne sera envisagé que de façon ponctuelle et que lorsque les autres mesures de sécurité envisagées ne peuvent apporter de résultat satisfaisant », il ne semble guère avoir prévu des mesures pour réduire le trafic d'une manière significative et de favoriser par la suite l'approvisionnement de proximité.

Un building sans destination

Quelle est la future destination de l'immeuble du Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP) à Ettelbrück, symbole de la psychiatrie du passé, et que le programme gouvernemental de 2009 prévoyait d'abandonner au cours des cinq années à venir ? C'est ce qu'a voulu savoir dans une question parlementaire au ministre de la Santé, Mars Di Bartolomeo, la députée verte Josée Lorsché. Le ministre affirme que la direction du CHNP venait de le saisir d'un nouveau « masterplan » au sujet de la décentralisation des activités qui sont encore actuellement assurées sur le site à Ettelbruck ainsi que, dans ce cadre, d'un projet d'aménagement et d'extension du site à Ueseldange. « Pour ce qui est de l'abandon du building pour la prise en charge de patients souffrant de troubles mentaux et du comportement, il va de soi que les nouvelles entités pour accueillir ces patients devront d'abord être opérationnelles de sorte que le délai d'abandon prévu ne peut pas être avancé avec plus de précisions pour le moment. » Et il serait encore trop tôt pour se prononcer sur la future destination du bâtiment qui appartient à l'Etat.

AKTUELL

STRESS-TESTS EN FRANCE

1, 5, 58 Fukushima !

Raymond Klein

Etre contre la centrale de Cattenom, c'est une chose. Mettre en évidence les faiblesses du parc nucléaire français en est une autre. Wise-Paris et Greenpeace s'y sont attelés.

« Les 58 réacteurs nucléaires français aussi fragiles que ceux de Fukushima ! » En présentant ses conclusions de l'étude critique des stress-tests français, Greenpeace Luxembourg ne fait pas dans la dentelle. Un communiqué de lundi dernier affirme que « les risques de ruptures de confinement et de rejets radioactifs importants sont tout aussi réels qu'au Japon ». L'ONG s'appuie sur une étude des experts de Wise-Paris, qui analyse en détail les évaluations de sûreté effectuées en France à la suite de Fukushima.

Notons que Wise a choisi une démarche de critique constructive, soulignant l'avancée en termes de transparence que constitue ce processus de réévaluation en profondeur, avec un cahier des charges exigeant - mais malheureusement pas entièrement respecté. Wise relève aussi un certain nombre d'aspects positifs, notamment l'examen de scénarios mettant en jeu des séismes et des inondations plus sévères que celles tenues pour possible jusqu'ici. Après avoir affirmé pendant des décennies qu'un accident avec fusion de cœur ne pourrait pas arriver en France, voici qu'en quelque sorte les autorités nucléaires acceptent de faire comme s'il pouvait arriver... pour mieux expliquer qu'on peut écarter ce risque.

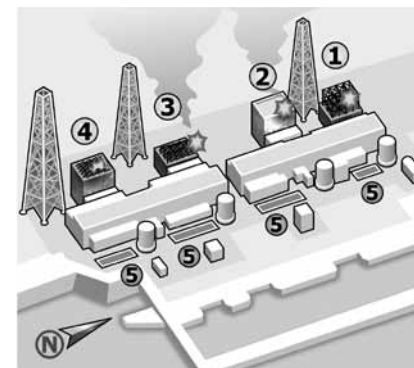
Ainsi, selon le rapport « Sûreté nucléaire en France post-Fukushima », les ingénieurs nucléaires ont bien envisagé l'occurrence de séismes de force supérieure à celle envisagée lors de la construction des centrales. Mais ils ont tiré argument des marges de sécurité d'alors pour écarter le risque d'une catastrophe de type Fukushima, plutôt que d'analyser les conséquences d'une secousse endommageant l'enceinte, quelle qu'en soit la probabilité.

De comparables tricheries ont été effectuées dans le domaine du vieillissement des centrales. Rappelons que l'allongement de la durée d'exploitation de la centrale de Cattenom est un des dossiers chauds de la Grande-Région. Or, des fissures sont notamment apparues prématurément dans les enceintes en béton des réac-

teurs Cattenom 1 et 3. Mais comme on a su les boucher avec une couche de résine, les enceintes sont considérées comme solides. Or, si cette couche de résine empêche les fuites, elle ne rétablit pas la solidité mécanique de l'enceinte en cas d'explosions d'hydrogène, comme à Fukushima.

Les mesures de protection proposées par les ingénieurs nucléaires français consistent en des systèmes supplémentaires de sécurité en cas d'accident. Wise critique le manque de volonté de minimiser le potentiel de danger. Mais leurs propositions modifiant la manière d'exploiter les centrales, allant jusqu'à l'abandon du combustible MOX, ont peu de chances d'être entendues.

Enfin, la problématique des accidents d'avions et des attentats n'a



guère été abordée lors des stress-tests. Rappelons que Jean-Claude Juncker avait estimé qu'il fallait fermer Cattenom si la centrale ne résistait pas à la chute d'un avion de ligne. Wise rappelle que les centrales françaises ne résisteraient même pas à la chute d'un avion de chasse. Pourtant, sans envisager un scénario « 11 septembre », même une chute accidentelle sur la piscine d'entreposage des combustibles aurait des conséquences gravissimes - les événements de Fukushima l'ont mis en évidence. Ainsi, Greenpeace a tout à fait raison de constater que le rapport de Wise devrait « appuyer les démarches du Luxembourg contre une prolongation de la durée de vie et pour la fermeture de la centrale de Cattenom ».

L'intégralité du rapport très complet mais assez technique est téléchargeable sous www.greenpeace.lu.